



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France
Unité départementale de Seine-et-Marne**

Pôle Élevages Est

Savigny-le-Temple, le 25/11/2025

**Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 13 novembre 2025**

Contexte et constats

Publié sur



Société « SEALIFE FRANCE » SARL

14 cours du Danube
Centre commercial VAL D'EUROPE - ESP 502 - Serris
77711 MARNE LA VALLÉE CEDEX 4

Références : E-PEE/Maz/252685

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 novembre 2025 dans l'aquarium, exploité par la société « SEALIFE FRANCE » SARL, sous l'enseigne « Sealife Paris », et implanté dans le centre commercial Val d'Europe à Serris. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 13 novembre 2025 s'inscrit dans le rythme normal de contrôle des installations classées zoologiques, prévu par le programme national d'inspection établi par la direction générale de la prévention des risques du Ministère en charge de la Transition Écologique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société « SEALIFE FRANCE » SARL
- 14 cours du Danube, centre commercial Val d'Europe, ESP 502, 77700 SERRIS
- Code AIOT : 0057700191
- Régime ICPE : Autorisation (Rubrique n° 2140 « Présentation au public d'animaux de la faune sauvage »)
- Régime FSC : Établissement de 1^{ère} catégorie
- Statut Seveso : Non
- Statut IED – MTD : Non

L'aquarium Sealife Paris, appartenant au groupe Merlin Entertainments, est situé dans le centre commercial Val d'Europe à Serris (77). Il est soumis au régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et relève de la première catégorie au titre de la réglementation relative à la faune sauvage captive (FSC). Il a été autorisé par arrêté préfectoral du 11 septembre 2000.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécurité générale et accueil du public
- Organisation et fonctionnement de l'établissement
- Hygiène et salubrité publique
- Protection de la ressource en eau
- Projet pédagogique et scientifique
- Participation à des actions de conservation des espèces animales

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
10	Exploitation en sécurité des locaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6	Demande d'action corrective	1 mois
38	Protection du réseau public d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 11/09/2000, article 3	Demande d'action corrective	1 mois
42	Autosurveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 15/09/2000, article 4.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Capacité de l'établissement	AP Complémentaire du 22/09/2025, article 1	Sans objet
2	Aménagements intérieurs	AP Complémentaire du 22/09/2025, article 2	Sans objet
3	Moyens humains et compétences spécifiques	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3	Sans objet
4	Capacitaires	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Règlements encadrant le fonctionnement	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 5	Sans objet
6	Règlement intérieur	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 1.	Sans objet
7	Règlement de service	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 2.	Sans objet
8	Plan de secours	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 3.	Sans objet
9	Dossier sanitaire	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 4.	Sans objet
11	Plan de secours	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7	Sans objet
12	Mise à distance du public	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 8	Sans objet
13	Information du Préfet en cas d'accident/ incident	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 9	Sans objet
14	Hygiène des locaux de préparation de l'alimentation animale	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20	Sans objet
15	Modalités de préparation de l'alimentation animale	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 21	Sans objet
16	Distribution d'aliments par les visiteurs	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 23	Sans objet
17	Procédures de soin aux animaux d'espèces dites dangereuses	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24	Sans objet
18	Matériels de gestion des animaux en fuite	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 25	Sans objet
19	Prévention de la fuite des	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	animaux		
20	Résistance des parois des aquariums	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 32	Sans objet
21	Contrôle d'accès aux espaces interdits au public	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 35	Sans objet
22	Contact entre le public et les animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 36	Sans objet
23	Hygiène des locaux accessibles au public	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 37	Sans objet
24	Encadrement des interactions directes avec les animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 40	Sans objet
25	Vétérinaire sanitaire	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 42	Sans objet
26	Gestion des dépouilles d'animaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 47	Sans objet
27	Désinfection et prévention des proliférations indésirables	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 49	Sans objet
28	Désinfection des équipements de transport	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 50	Sans objet
29	Hygiène du personnel	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 51	Sans objet
30	Blessures infligées par un animal	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 52	Sans objet
31	Programmes de reproduction	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 54	Sans objet
32	Information du public sur la	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 57	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	biodiversité		
33	Information sur les espèces	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 58	Sans objet
34	Validité scientifique des informations données au public	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 60	Sans objet
35	Pédagogie vers le jeune public	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 61	Sans objet
36	Dissémination d'espèces invasives	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 64	Sans objet
37	Pré-traitement des eaux issues des bassins	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 65	Sans objet
39	Alimentation en eau des bassins	Arrêté Préfectoral du 12/09/2000, article 3	Sans objet
40	Compteur d'eau	Arrêté Préfectoral du 13/09/2000, article 3	Sans objet
41	Moyens de prétraitement des eaux usées de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 14/09/2000, article 4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard de la précédente inspection, il y'a lieu de noter la forte augmentation de la rigueur dans la conduite de l'établissement. Il convient de saluer l'effort de modernisation et la créativité à l'œuvre pour relayer les messages d'information scientifique et de sensibilisation à la protection de la biodiversité et de l'environnement, ainsi qu'aux défis, pour les écosystèmes marins, du changement climatique.

Il conviendra néanmoins de revoir certains points techniques, relatifs à la gestion des stockages et à l'autocontrôle des rejets d'eaux usées pré-traitées, ainsi que d'anticiper sur le départ prochain d'un des deux capacitaires du site.

2-4) Fiches de constats

POINT DE CONTRÔLE N° 1 : Capacité de l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/09/2025, article 1
Thème(s) : Élevage, Fonctionnement général
Prescription contrôlée : L'établissement dispose de 51 bassins d'une capacité totale de 1669 m ³
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 2 : Aménagements intérieurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/09/2025, article 2
Thème(s) : Élevage, Fonctionnement général
Prescription contrôlée : Les aménagements intérieurs correspondent au contenu du dossier initial d'autorisation, mis à jour par les dossiers modificatifs de 2017 et de 2025
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 3 : Moyens humains et compétences spécifiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 3
Thème(s) : Élevage, Fonctionnement général
Prescription contrôlée : L'effectif du personnel des établissements est en permanence suffisant pour permettre la mise en œuvre des dispositions du présent arrêté. Le personnel doit disposer d'une formation ou d'une expérience suffisantes à la mise en œuvre des tâches qui lui sont confiées. Les missions, le niveau de responsabilité de chacun des personnels impliqués dans la mise en œuvre du présent arrêté ainsi que leurs relations fonctionnelles et hiérarchiques respectives sont précisément définis par les responsables des établissements. Les établissements s'attachent les services de toutes personnes ou organisations extérieures dont le concours est nécessaire au respect en permanence des dispositions fixées par le présent arrêté.
Constats : Cette prescription est respectée. Le rôle des capacitaires a été notamment explicité.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 4 : Capacitaires

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4
Thème(s) : Élevage, Fonctionnement général
Prescription contrôlée : Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 du code de l'environnement. Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel. Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.
Constats : L'établissement dispose de deux capacitaires, couvrant l'ensemble de la collection. Le départ prochain d'un des deux capacitaires doit faire l'objet d'une anticipation suffisante, pour éviter une rupture de continuité dans le suivi des animaux, rupture qui aurait, de surcroît, des conséquences juridiques importantes.
Constats : Dans un courriel du 20 novembre 2025, l'exploitant indique engager les procédures nécessaires à faire reconnaître les compétences internes par le Ministère de la Transition Écologique.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 5 : Règlements encadrant le fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 5
Thème(s) : Élevage, Fonctionnement général
Prescription contrôlée : L'exploitant élabore et fait respecter un règlement intérieur et un règlement de service dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté. L'ensemble des programmes, des procédures et documents écrits, prévus par le présent arrêté, sont tenus à jour et mis à la disposition des agents de l'administration en charge de leur contrôle.
Constats : Les documents mentionnés dans ce point de contrôle ont été présentés lors de l'inspection et n'appellent pas de remarques particulières. Un important travail de déclinaison des mesures de gestion, d'exploitation et de sécurité à la réalité de l'établissement a été mené depuis la dernière visite.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 6 : Règlement intérieur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 1.
Thème(s) : Élevage, Fonctionnement général
Prescription contrôlée : Le règlement intérieur fixe notamment : <ul style="list-style-type: none">- les périodes et heures d'ouverture de l'établissement ;- la liste des interdictions ou des consignes auxquelles le public doit se conformer, portant en particulier sur le respect des clôtures et des zones de sécurité ; il indique les risques pouvant résulter de certains comportements des visiteurs ;- les conditions selon lesquelles les animaux peuvent recevoir de la nourriture du public. Il appelle l'attention du public sur le respect des animaux et sur les dangers qu'ils présentent. Ce document est porté à la connaissance du personnel et du public par affichage, notamment aux entrées de l'établissement et en différents points à l'intérieur de celui-ci (à défaut, il peut être remis aux visiteurs).
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 7 : Règlement de service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 2.
Thème(s) : Élevage, Fonctionnement général
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions réglementaires en vigueur en matière d'accident du travail, d'hygiène et de sécurité du personnel, le règlement de service fixe : <ul style="list-style-type: none">- les conditions de travail, notamment pour les manœuvres dangereuses ;- les conditions de circulation du personnel à l'intérieur de l'établissement, dans les couloirs de service et dans les lieux où sont hébergés les animaux ;- les consignes à appliquer pour assurer la sécurité du public ;- les règles d'hygiène que doit respecter le personnel ;- les règles propres à assurer le bien-être des animaux. Le règlement de service est remis à chacun des personnels concernés et est affiché dans les locaux réservés au personnel.
Constats : Cette prescription est respectée. Néanmoins, la visite a mis en lumière des problématiques d'application de ce règlement, s'agissant de l'encombrement des passages, voies d'évacuation et locaux techniques.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 8 : Plan de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 3.
Thème(s) : Élevage, Fonctionnement général
Prescription contrôlée : <p>Le plan de secours comporte l'indication des risques pour lesquels il est établi. Il est élaboré sur la base de scénarii. Le plan de secours fixe de façon précise, pour chaque scénario répertorié :</p> <ul style="list-style-type: none">- les moyens et les procédures à mettre en œuvre ainsi que les missions et responsabilités des personnes travaillant dans l'établissement ;- les consignes à suivre pour les personnels qui seraient impliqués dans ces situations ou qui auraient à les subir ;- les issues devant être empruntées pour quitter l'établissement ;- les conditions d'alerte des services médicaux ou de secours ou de toute autre personne extérieure dont le concours est nécessaire. Ces services ou personnes doivent être au préalable informés des conditions dans lesquelles ils auront à intervenir. Ils doivent être notamment informés des types de blessures pouvant survenir, des espèces animales impliquées et des circonstances possibles de leur apparition. <p>Le plan de secours doit être porté à la connaissance du personnel de l'établissement. Il est communiqué au maire et au préfet.</p>
Constats : <p>Cette prescription est respectée. Des fiches par risque ont été établies, pour détailler les modalités d'intervention et de gestion des incidents.</p> <p>Néanmoins, l'encombrement des passages, voies d'évacuation et locaux techniques, constaté lors de la visite, pourraient compromettre la bonne mise en œuvre de certaines de ces fiches.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 9 : Dossier sanitaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1 > 4.
Thème(s) : Élevage, Fonctionnement général
Prescription contrôlée : Le dossier sanitaire contient les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- les noms et coordonnées du vétérinaire sanitaire attaché à l'établissement ainsi que le compte rendu de ses visites ;- les cas de maladie apparus dans l'établissement et les constatations faites, y compris pendant la quarantaine, l'isolement ou l'acclimatation des animaux et les traitements administrés ;- les résultats des examens sanguins ou de toute autre procédure diagnostique conduite dans l'établissement ;- les programmes de surveillance et de prévention des maladies et leurs résultats ;- les résultats des examens post mortem de tous les animaux morts dans l'établissement, y compris les animaux mort-nés ;- en ce qui concerne les animaux arrivés dans l'établissement ou ceux l'ayant quitté, les données relatives à leur transport et à leur état de santé au moment de leur arrivée ou de leur départ. Le dossier contient les ordonnances prescrites par les vétérinaires pour l'utilisation de médicaments. Il doit être tenu d'une manière claire et ordonnée, permettant d'appréhender rapidement l'historique de l'état de santé de chacun des animaux ou des groupes d'animaux hébergés.
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 10 : Exploitation en sécurité des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'établissement pour prévenir et réduire les risques d'accidents.
Constats : L'établissement se trouve en sous-sol, dans un espace exigu, en dessous d'une galerie commerciale très fréquentée. Par ailleurs, il accueille du public, y compris des enfants ou des personnes handicapées. La visite a mis en lumière un important encombrement des passages, voies d'évacuation et locaux techniques. Ces stockages concernent autant du matériel et des produits d'exploitation courant, que des matériaux de travaux ou d'anciens éléments de décor. Ils sont réalisés, sans tenir compte des difficultés d'exploitation générées (difficulté à accéder aux machines), que des risques croisés (matériaux combustibles à côté de sources de chaleur ou d'organes électriques, obstruction des voies d'évacuation). Le bureau de contrôle des installations électriques a d'ailleurs noté ce risque, portant non-conformité, du fait de stockage dans les locaux électriques et des transformateurs.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit évacuer dans les plus délais tous les stockages non-conformes ou dangereux, existant dans les locaux techniques et dans les voies de passage et de secours.</p>
<p>Observations :</p> <p>Dans un courriel du 20 novembre 2025, l'exploitant indique que, s'agissant des stockages réalisés par l'entreprise de maintenance, il l'a alerté et lui a demandé de trouver rapidement une solution pérenne pour retirer ces éléments des locaux techniques.</p> <p>Concernant le stockage du matériel propre à l'aquarium, l'exploitant précise avoir lancé sans attendre la réorganisation de ses rangements. Dans un délai d'un mois, il s'engage à justifier du retrait des stockages dans les espaces sensibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

POINT DE CONTRÔLE N° 11 : Plan de secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan de secours dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté. Les établissements sont tenus de prévoir la présence permanente d'au moins un membre de leur personnel ayant reçu une formation de secouriste. Ils doivent disposer d'un local installé en poste de secours équipé de façon à pouvoir dispenser les premiers soins. Un réseau de communication intérieur est mis en place et relié en permanence au personnel chargé de la sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette prescription est respectée.</p> <p>Néanmoins, comme indiqué plus haut, la visite a mis en lumière des problématiques d'application de ce plan de secours, s'agissant de l'encombrement des passages, voies d'évacuation et locaux techniques (voir point n° 10).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

POINT DE CONTRÔLE N° 12 : Mise à distance du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 8
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : Dans les conditions normales de visite, le public est tenu à distance suffisante de tout lieu et de toute activité pouvant présenter un risque pour sa santé et sa sécurité. Dans les lieux où le public a accès et où existeraient des risques pour sa sécurité en raison du non-respect des règles, des consignes de sécurité sont présentées de façon claire, compréhensive et répétitive. Sauf lors de visites accompagnées organisées par les responsables des établissements, la pénétration du public est interdite dans les bâtiments, locaux et allées de service, les lieux où sont stockés le matériel, la nourriture, les déchets et les déjections animales.
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 13 : Information du Préfet en cas d'accident/incident

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 9
Thème(s) : Élevage, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant tient informé le préfet du département des accidents et des situations impliquant des animaux portant ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes, telles les blessures infligées aux personnes ou les évasions d'animaux.
Constats : Aucun évènement n'a nécessité de mettre en œuvre cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 14 : Hygiène des locaux de préparation de l'alimentation animale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 20
Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage
Prescription contrôlée : Les établissements disposent de locaux réservés au stockage des aliments et à la préparation de la nourriture. Les déchets issus de la préparation des aliments sont stockés de manière nettement séparée des lieux où sont stockés ou préparés les aliments. La conservation des aliments réfrigérés, congelés ou surgelés est effectuée dans des enceintes prévues à cet effet. Leur température est régulièrement contrôlée. Tous ces locaux et enceintes sont maintenus en permanence en bon état de propreté et d'entretien. Les cuisines sont nettoyées au minimum quotidiennement. Les matériels utilisés pour la préparation et la distribution des aliments et de l'eau doivent pouvoir être facilement nettoyés et sont maintenus en bon état de propreté et d'entretien.

Constats :

Ces prescriptions sont respectées.

Néanmoins, un problème d'humidité est observé dans ces locaux, en lien avec leur localisation dans le sous-sol d'un centre commercial, sans accès direct avec l'extérieur.

Dans le cadre du projet de restructuration de ces espaces, l'exploitant aura intérêt à prévoir un renforcement de leur aération, forcément forcée, en lien avec le centre commercial.

Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 15 : Modalités de préparation de l'alimentation animale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 21.

Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage

Prescription contrôlée :

Lors de leur stockage et de leur préparation, les aliments sont protégés de l'humidité, des moisissures et des contaminations indésirables. Ils sont tenus à l'abri des dégradations pouvant être provoquées par les animaux, tels notamment, les insectes, les rongeurs et les oiseaux. La décongélation lente des aliments à l'air libre, à température ambiante supérieure à 4 degrés Celsius et la recongélation de produits décongelés sont interdites. La préparation des repas doit préserver la qualité hygiénique et sanitaire des aliments, en évitant notamment les contaminations croisées de ceux-ci. A cet effet, le personnel chargé de la préparation de l'alimentation observe des règles d'hygiène adaptées.

Constats :

Ces prescriptions sont globalement respectées.

Aucune prolifération de nuisibles n'a été constatée.

Néanmoins, comme indiqué plus haut, un problème d'humidité a été observé dans ces locaux, en lien avec leur localisation dans le sous-sol d'un centre commercial, sans accès direct avec l'extérieur.

Dans le cadre du projet de restructuration de ces espaces, l'exploitant aura intérêt à prévoir un renforcement de leur aération, forcément forcée, en lien avec le centre commercial.

Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 16 : Distribution d'aliments par les visiteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 23

Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage

Prescription contrôlée :

La distribution de nourriture par les visiteurs est interdite, à l'exception des distributions organisées et contrôlées par les responsables de l'établissement.

Constats :

Cette prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 17 : Procédures de soin aux animaux d'espèces dites dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24
Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage
Prescription contrôlée : Des procédures écrites fixent les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses.
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 18 : Matériel de gestion des animaux en fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 25
Thème(s) : Élevage, Conduite d'élevage
Prescription contrôlée : Le personnel habilité à cet effet doit avoir rapidement à sa disposition les matériels de capture, de contention et d'abattage appropriés à chaque espèce ainsi que les matériels de protection nécessaires, tels vêtements, gants, bottes, lunettes et masques.
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 19 : Prévention de la fuite des animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31
Thème(s) : Élevage, Hébergement
Prescription contrôlée : Les animaux ne doivent pas pouvoir franchir l'enceinte de leur enclos.
Constats : Aucune anomalie n'a été constatée au regard de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 20 : Résistance des parois des aquariums

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 32
Thème(s) : Élevage, Hébergement
Prescription contrôlée : La résistance du vitrage des aquariums est adaptée à la pression de l'eau qu'ils contiennent.
Constats : Aucune anomalie n'a été constatée au regard de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 21 : Contrôle d'accès aux espaces interdits au public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 35
Thème(s) : Élevage, Hébergement
Prescription contrôlée : L'accès du personnel aux enclos et aux locaux hébergeant des animaux prévient l'évasion des animaux et assure la sécurité des personnes. En particulier, la pénétration du personnel à l'intérieur des enclos et des locaux en présence des animaux d'espèces considérées comme dangereuses ne peut être autorisée par les responsables des établissements que si, eu égard au degré de dangerosité des animaux, les risques encourus sont faibles et peuvent être prévenus immédiatement s'ils apparaissent.
Constats : Aucune anomalie n'a été constatée au regard de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 22 : Contact entre le public et les animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 36
Thème(s) : Élevage, Hébergement
Prescription contrôlée : Le contact entre le public et les animaux présents dans leur enclos n'est possible qu'après qu'a été examiné et écarté tout risque pour la sécurité et la santé des personnes. A défaut, afin d'empêcher les contacts entre le public et les animaux, un espace de sécurité doit séparer les lieux où le public a accès des enceintes où sont hébergés les animaux, sauf si un dispositif continu de séparation prévient en permanence tout contact entre le public et les animaux. La dimension de cet espace tient compte de la nature des risques à prévenir pour la sécurité et la santé des personnes ainsi que des aptitudes des espèces.
Constats : Aucun espace n'est concerné par cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 23 : Hygiène des locaux accessibles au public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 37
Thème(s) : Illégaux, Hébergement
Prescription contrôlée : Les locaux où le public a accès sont correctement entretenus et ventilés.
Constats : Aucune anomalie n'a été constatée au regard de cette prescription, pour ce qui concerne les espaces ouverts aux visiteurs (à contrario de certains locaux techniques).
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 24 : Encadrement des interactions directes avec les animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 40
Thème(s) : Élevage, Hébergement
Prescription contrôlée : Le public ne peut être autorisé à toucher les animaux d'espèces non domestiques que si cette opération ne nuit pas à leur bien-être ni à leur état de santé et n'entraîne pas de manipulations excessives. Cette présentation ne doit pas constituer de danger, y compris d'origine sanitaire, pour les personnes. Elle doit être dûment justifiée d'un point de vue pédagogique, en permettant une meilleure connaissance des animaux et faire l'objet d'une surveillance appropriée. A l'issue de cette opération, le public doit pouvoir se laver les mains dans des installations adaptées à cet effet.
Constats : Aucune anomalie n'a été constatée au regard de cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 25 : Vétérinaire sanitaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 42
Thème(s) : Élevage, Sécurité sanitaire
Prescription contrôlée : Les établissements s'attachent les soins d'un vétérinaire investi du mandat sanitaire instauré par l'article L. 221-11 du code rural, pour le contrôle régulier de l'état de santé des animaux. Ce vétérinaire est également chargé, conjointement avec les responsables des établissements, de la mise en œuvre et du contrôle des programmes mentionnés à l'article précédent. Des visites régulières de ce vétérinaire doivent être programmées. Toute suspicion de maladie réputée contagieuse mentionnée à l'article D. 223-21 du code rural, ainsi que toute confirmation de maladie à déclaration obligatoire mentionnée à l'article D. 223-1 du code rural, doit faire l'objet d'une déclaration immédiate au directeur départemental des services vétérinaires. Au cas où la prévention et le traitement des maladies de certaines espèces nécessiteraient des compétences particulières, les établissements bénéficient du concours d'un spécialiste, apte à assurer de telles missions.

Constats : L'établissement est suivi par le docteur Jean-Pascal GIRAUD, vétérinaire sanitaire, dont la dernière visite d'audit sanitaire a eu lieu le 5 juin 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 26 : Gestion des dépouilles d'animaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 47
Thème(s) : Élevage, Sécurité sanitaire
Prescription contrôlée : Les cadavres d'animaux sont retirés le plus rapidement possible des lieux où sont hébergés les animaux. Ils sont stockés dans des endroits réservés à cet effet, éloignés des lieux d'hébergement des animaux et des autres activités de l'établissement faisant l'objet de précautions hygiéniques. Les cadavres doivent être éliminés dans les conditions fixées par le règlement n° 1774 / 2002 CE du 3 octobre 2002 et les articles L. 226-1 et L. 226-2 du code rural. Les lieux de stockage des cadavres doivent être nettoyés et désinfectés à une fréquence adaptée. Les cadavres d'animaux ne peuvent être manipulés que par des personnes autorisées et munies de protections suffisantes.
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 27 : Désinfection et prévention des proliférations indésirables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 49
Thème(s) : Élevage, Sécurité sanitaire
Prescription contrôlée : Les établissements établissent des programmes d'entretien, de nettoyage et, le cas échéant, de désinfection de leurs installations et de leurs équipements. Les établissements mettent en œuvre des programmes de prévention et de lutte contre les insectes et les rongeurs, afin notamment de protéger les lieux où sont hébergés les animaux.
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 28 : Désinfection des équipements de transport

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 50
Thème(s) : Élevage, Sécurité sanitaire
Prescription contrôlée : Les établissements doivent disposer d'installations et d'équipements permettant le nettoyage et la désinfection des véhicules et des cages servant au transport des animaux. Les eaux résiduelles de lavage sont collectées et acheminées vers des installations d'assainissement. Ces installations sont situées à une distance suffisamment éloignée des lieux où sont hébergés les animaux.
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 29 : Hygiène du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 51
Thème(s) : Élevage, Sécurité sanitaire
Prescription contrôlée : Les personnels sont tenus de respecter les règles d'hygiène propres à prévenir l'introduction par leur fait de maladies au sein de l'établissement. Pendant leur travail, les personnels en charge de l'entretien des animaux et de la préparation de l'alimentation portent des vêtements ainsi que des chaussures utilisés seulement à l'intérieur de l'établissement. Des vestiaires permettent au personnel de se changer, de se laver les mains et, le cas échéant, en fonction des risques d'introduction de maladies au sein de l'établissement, de prendre une douche.
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 30 : Blessures infligées par un animal

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 52
Thème(s) : Élevage, Sécurité sanitaire
Prescription contrôlée : Les morsures, griffures ou autres blessures infligées aux personnes doivent immédiatement être signalées aux services médicaux compétents. L'ensemble de ces informations sont consignées dans un registre.
Constats : Aucun évènement n'a nécessité la mise en œuvre cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 31 : Programmes de reproduction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 54
Thème(s) : Élevage, Actions pédagogiques et de conservation
Prescription contrôlée : Aux fins d'assurer le maintien de la qualité génétique des populations hébergées, les établissements participent aux échanges d'animaux qui favorisent la gestion et la conservation des populations animales captives. Ils contribuent à cette fin aux activités des programmes nationaux, européens ou internationaux d'élevage lorsqu'ils détiennent des animaux des espèces concernées par ces programmes.
Constats : Cette prescription est respectée. Une naissance est ainsi intervenue dans la colonie de Manchots Royaux hébergés dans l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 32 : Information du public sur la biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 57
Thème(s) : Élevage, Actions pédagogiques et de conservation
Prescription contrôlée : Les établissements doivent promouvoir l'éducation et la sensibilisation du public en ce qui concerne la nature, la biologie des espèces et la conservation de la diversité biologique, notamment en fournissant des renseignements sur les espèces exposées et leurs habitats naturels. Les moyens mis en œuvre par les établissements aux fins du présent chapitre sont proportionnés à leur taille et à leur volume d'activité.
Constats : Un important travail de modernisation des supports d'information du public a été réalisé depuis la précédente visite.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 33 : Information sur les espèces

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 58
Thème(s) : Élevage, Actions pédagogiques et de conservation
Prescription contrôlée : Les établissements fournissent au minimum les informations suivantes au sujet des espèces présentées : <ul style="list-style-type: none">- nom scientifique ;- nom vernaculaire ;- éléments permettant d'appréhender la position de l'espèce dans la classification zoologique ;- répartition géographique ;- éléments remarquables de la biologie et écologie de l'espèce dans son milieu naturel ; ainsi que, le cas échéant : <ul style="list-style-type: none">- statut de protection de l'espèce ;- menaces pesant sur la conservation de l'espèce ;- actions entreprises en vue de la conservation de l'espèce. Dans le cas des présentations de nombreuses espèces illustrant un même biotope ou dédiées au développement d'un thème biologique spécifique, la totalité des informations peut n'être fournie que pour les espèces les plus représentatives, les informations concernant les autres espèces pouvant être limitées aux noms scientifiques et vernaculaires.
Constats : Les informations scientifiques mises à disposition du public respectent ces dispositions. Par ailleurs, un réel effort de créativité a été réalisé, de façon à intéresser le public, notamment le plus jeune, aux messages de sensibilisation à la protection de la biodiversité et au changement climatique, via des supports et des outils de vulgarisation innovants ou des partenariats avec des franchises appréciées du jeune public.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 34 : Validité scientifique des informations données au public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 60
Thème(s) : Élevage, Actions pédagogiques et de conservation
Prescription contrôlée : Les informations délivrées au public doivent être valides scientifiquement. Le cas échéant, les responsables sont tenus de faire valider leur contenu par des personnes ou des organisations scientifiquement compétentes dans les domaines abordés. Les informations délivrées au public sont présentées de manière claire et pédagogique.
Constats : Aucune anomalie au regard de ces dispositions n'a été constatée lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 35 : Pédagogie vers le jeune public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 61
Thème(s) : Élevage, Actions pédagogiques et de conservation
Prescription contrôlée : Lorsque l'établissement accueille des groupes scolaires, l'exploitant établit, le cas échéant, en collaboration avec des enseignants, des programmes d'activité et des documents pédagogiques à l'intention des élèves, adaptés à leur niveau scolaire.
Constats : L'exploitant a mis en place des supports adaptés, utilisant les dernières technologies de l'information, pour transmettre les messages de protection de la biodiversité et de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 36 : Dissémination d'espèces invasives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 64
Thème(s) : Élevage, Protection de la ressource en eau
Prescription contrôlée : Les caractéristiques des installations et du fonctionnement des établissements permettent de prévenir l'évasion des animaux hébergés vers le milieu naturel afin d'éviter d'éventuels dangers écologiques pour les espèces indigènes. Elles permettent également de prévenir l'introduction dans le milieu extérieur d'organismes nuisibles pour ce milieu, pour les espèces animales et végétales qu'il renferme, pour les exploitations agricoles dont le statut sanitaire pourrait être menacé, ainsi que pour la santé des personnes.
Constats : Ces dispositions sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 37 : Pré-traitement des eaux issues des bassins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 65
Thème(s) : Élevage, Protection de la ressource en eau
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux provenant des aquariums ou d'autres milieux aquatiques confinés hébergeant des animaux font l'objet d'un assainissement de nature à prévenir les risques visés à l'article précédent du présent arrêté.
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 38 : Protection du réseau public d'eau potable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2000, article 3
Thème(s) : Élevage, Protection de la ressource en eau
Prescription contrôlée : La protection sanitaire du réseau public d'eau potable est garantie par tout moyen nécessaire. Le réseau d'eau sous pression intérieur est muni d'un clapet de type EA contrôlable sur l'arrivée générale à la suite du compteur.
Constats : L'équipement est présent, dans le local situé à proximité de l'entrée principale de l'établissement. Néanmoins, ce local est encombré de matériels de nettoyage, produits d'entretien et sert à faire sécher un grand nombre de serpillières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

POINT DE CONTRÔLE N° 39 : Alimentation en eau des bassins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/09/2000, article 3
Thème(s) : Élevage, Protection de la ressource en eau
Prescription contrôlée : Le réseau d'alimentation en eau des bassins présente une rupture de charge physique (surverse) avant ceux-ci de façon à garantir tout risque de retour d'eau dans le réseau d'eau potable.
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 40 : Compteur d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/09/2000, article 3
Thème(s) : Élevage, Protection de la ressource en eau
Prescription contrôlée : Un compteur d'eau spécifique est installé sur la conduite d'alimentation en eau des bassins.
Constats : Cette prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 41 : Moyens de prétraitement des eaux usées de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2000, article 4.3
Thème(s) : Élevage, Protection de la ressource en eau
Prescription contrôlée : Les usées de l'établissement sont déversées au réseau public d'assainissement. Les eaux usées provenant des bassins subissent un traitement par ultraviolets et ozone de nature à détruire tout agent pathogène.
Constats : Cette prescription est respectée. Les installations de pré-traitement sont en place et opérationnelles.
Type de suites proposées : Sans suite

POINT DE CONTRÔLE N° 42 : Autosurveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/09/2000, article 4.3
Thème(s) : Élevage, Protection de la ressource en eau
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux usées sont réalisés conformément aux termes d'une convention passée entre l'exploitant de l'aquarium et celui de la station d'épuration de Saint-Thibault-des-Vignes.
Constats : L'exploitant fait réaliser des analyses par le laboratoire départemental. Pour les paramètres suivis, ils respectent les normes de rejet figurant dans la convention signée avec le SIAM. Néanmoins, le point de prélèvement ne correspond pas au point de rejet des eaux pré-traitées et un certain nombre de paramètres de la convention ne sont pas suivis.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit revoir son plan d'autosurveillance des rejets, pour que les résultats d'analyse soient recevables et à même de permettre de conclure sur le respect des règles applicables aux rejets. Il doit également s'assurer que la pompe qui assure le rejet des eaux pré-traitées est bien bridée à un débit de 3 m ³ /h, afin de limiter l'impact de la présence des chlorures dans ces rejets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

